



RCS : LA ROCHELLE

Code greffe : 1704

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHELLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 00122

Numéro SIREN : 488 684 424

Nom ou dénomination : A VOTRE SERVICE

Ce dépôt a été enregistré le 02/04/2014 sous le numéro de dépôt 1495

WANE

WLELR

WLELR

« A VOTRE SERVICE »
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : LA ROCHELLE (17000) 18 Rue de la Bonette
488 684 424 RCS LA ROCHELLE

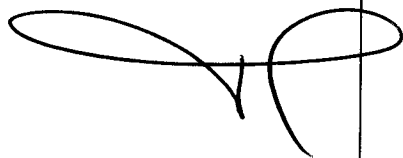
-:-

STATUTS

=====

Statuts à jour au 06/03/2014

Certifié conforme,
Le Gérant – Vincent POIRIER



À VOTRE SERVICE

Société à responsabilité limitée
au capital de 10.000 euros
Siège social 18 Rue de la Bonette
17000 LA ROCHELLE
RCS LA ROCHELLE 488 684 424

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- **Madame Aurélie RENOU, épouse POIRIER**
Née le 29 mars 1976 à CHOLET (49300)
De nationalité française

-
- **Monsieur Vincent POIRIER**
Né le 7 septembre 1974 à LAVAL (53000)
De nationalité française

Demeurant ensemble 6 ter route de la Douane – 17690 ANGOULINS

Mariés sous le régime de la participation aux acquêts selon contrat de mariage reçu par Maître Yann PINSON, notaire à PIPRIAC (35550), le 6 août 2001, préalablement à leur union célébrée le 17 août 2001.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

TITRE I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE - EXERCICE

ARTICLE 1 - Forme

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- les services à la personne, particulièrement mais de façon non exhaustive : ménage, repassage, préparation des repas, garde d'enfants, soutien scolaire, travaux de jardinage, nettoyage général, nettoyage de vitres, gardiennage, prestations hommes toutes mains, aide dans les démarches administratives.

- la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

À VOTRE SERVICE

L'enseigne commerciale est :

MAISON ET SERVICES

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots «Société à responsabilité limitée» ou de l'abréviation «SARL», de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé 18 rue de la Bonette – 17000 LA ROCHELLE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2105, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2006.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 - Apports

Il a été apporté au capital de la Société :

- Lors de la constitution, 5 000 euros en numéraire et 5 000 euros en nature.....ci 10 000 euros

Lesdits apports correspondant à 1 000 parts sociales souscrites intégralement et libérées chacune du cinquième, soit pour un total de 1 000 euros. La libération du solde interviendra en une ou plusieurs fois sur appel de fonds de la gérance, dans un délai maximum de cinq ans à compter de la date d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

- Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale mixte du 30 juin 2009, la somme de 6 600 euros en numéraire.....ci 6 600 euros
- Lors de la réduction de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 27 novembre 2012, de la somme de 3 330 euros, le capital social est ramené à 13 330 euros.
- Lors de la réduction de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2013, de la somme de 3 330 euros, le capital social est ramené à 10 000 euros.

ARTICLE 8 - Intervention du conjoint commun en biens

Aucun associé n'étant marié sous le régime de la communauté des biens, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil n'ont pas trouvé application.

Article 9 - capital social

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE euros (10 000 €).

Il est divisé en MILLE (1000) parts sociales de DIX euros (10 €), numérotées de 1 à 1 000.

Par suite des attributions faites lors de la constitution et les modifications survenues suite à l'apport des 1 000 parts sociales au profit de la société « LA PLATERE » SARL au capital de 624 080 euros, dont le siège social est à ANGOULINS (17690) 4 Rue des Coquillages et affectant ces attributions initiales, ces ~~MILLE~~ (1000) parts sont attribuées à la société « LA PLATERE », associée unique de la société

ARTICLE 10 - Modification du capital social

I - Augmentation du capital

I - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce à la requête de l'un des Gérants.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Apporteurs ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le (La) partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié(e) par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

6 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article "Cession et transmission des parts sociales" des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la Société n'ait été transformée en Société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au Tribunal de commerce la dissolution de la Société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la Société par acte extrajudiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et, sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital. Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par la gérance ou le Commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au Tribunal de commerce la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 11 - Représentation des parts sociales - Obligations nominatives

Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions

de parts régulièrement notifiées et publiées.

La société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

Obligations nominatives

Si la société est légalement tenue d'avoir un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de 12 mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant pouvoir faire appel public à l'épargne.

L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au Gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

Pour la défense de leurs intérêts, les obligataires sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 - Cession et transmission des parts sociales

I - Cessions

1 - Forme de la cession

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes de l'article 1690 du Code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au Greffe du Tribunal de commerce, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

3 - Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au premier alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société, ou fixé par accord unanime des associés.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code Civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

A la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ou ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article L 223-2 du Code de commerce relatives à la réduction du capital au-dessous du minimum légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions du paragraphe précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs au profit d'un tiers.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement des associés dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

3 - Extinction du PACS

En cas de résiliation du PACS (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 13 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 14 - Droits des associés

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

Sauf disposition contraire de l'acte d'apport, les droits attachés aux parts d'industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

ARTICLE 15 - Décès ou incapacité d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

ARTICLE 16 - Comptes courants d'associés

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un Gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du Code de commerce.

TITRE III – GÉRANCE

ARTICLE 17 - Désignation des Gérants

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non, personnes physiques, avec ou sans limitation de durée de leur mandat, désignés par les associés.

Le premier Gérant de la Société, pour une durée indéterminée est :

Monsieur Vincent POIRIER, né le 7 septembre 1974 à LAVAL (53000), demeurant 6 ter route de la Douane – 17690 ANGOULINS

à ce présent et intervenant, qui déclare accepter cette fonction et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

En cours de vie sociale, la nomination des Gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 18 - Pouvoirs de la gérance

En cas de pluralité des Gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, à la signature sociale, donnée par les mots «Pour la Société - Le Gérant», suivis de la signature du Gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le Gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois-quarts des parts sociales.

ARTICLE 19 - Durée des fonctions de la gérance

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des Gérants est fixée, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les Gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des Gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

En cas de cessation des fonctions du Gérant, pour quelque cause que ce soit, la collectivité des associés est habilitée à modifier les statuts en vue de supprimer le nom du Gérant, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales

3 - Nomination d'un nouveau Gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des Gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

En cas de décès du Gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le Gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 20 - Rémunération de la gérance

Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 21 - Convention entre la Société et la gérance ou un associé

1 - Le Gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un Gérant non associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute Société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales (article L 223-20 du Code de commerce).

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 22 - Responsabilité de la gérance

Le ou les Gérants sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L 223-22 du Code de commerce.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la Société, le Gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L 223-24 du Code de commerce.

TITRE IV - DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 23 - Modalités

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article "Assemblées générales" des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article "Cession et transmission des parts sociales" des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La modification statutaire résultant de la suppression du nom du Gérant en cas de cessation des fonctions de celui-ci, pour quelque cause que ce soit, est valablement décidée par la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L 223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 24 - Assemblées générales

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

En cas de décès du Gérant unique, tout associé ou le commissaire aux comptes de la société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le Gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article "Information des associés" des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des Gérants s'ils sont associés.

Si aucun des Gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

ARTICLE 25 - Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 26 - Procès-verbaux

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

ARTICLE 27 - Information des associés

Le ou les Gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les Gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des Commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le Comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non Gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux Commissaires aux comptes.

TITRE V - CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 28 - Commissaires aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 29 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 30 - Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait sur ce bénéfice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures un prélèvement d'un vingtième au moins pour doter la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint une somme égale au dixième du capital social. Ce prélèvement reprend son cours lorsque la réserve légale est descendue au-dessous du dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

L'assemblée générale a la faculté de constituer tous postes de réserves générales ou spéciales dont elle détermine l'emploi, s'il y a lieu.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Ils doivent être mis en paiement dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 31 - Dissolution

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à effet de décider si la Société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

L'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles L 223-2 et L 223-42 du Code de commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent, la Société doit, dans l'année, être transformée en une Société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 32 - Liquidation

La Société entre en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots «Société en liquidation». La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à clôture de celle-ci. Le ou les Liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les Liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, mais seulement lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 33 - Contestations

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 34 - Personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le ou les Gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente Société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

ARTICLE 35 - Actes accomplis au nom de la Société en formation

Un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte et annexé aux présents statuts pour la Société, a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

ARTICLE 36 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des «Frais d'établissement».

Fait à ANGOULINS

L'an Deux Mil Six.

Et le 28 janvier.

~~En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.~~

Monsieur Vincent POIRIER¹

Madame Aurélie RENOU, épouse POIRIER²

¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour acceptation des fonctions de gérant ».

² Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé ».

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

- Ouverture d'un compte bancaire au nom de la société en formation
- Signature d'un contrat d'apport en nature de la part d'un associé fondateur
- Accomplissement de actes et formalités nécessaires à la constitution de la société et de son immatriculation.
- Achats de biens et de services divers pour assurer le début d'exploitation : téléphone, ordinateur et imprimante, fournitures de bureau, logiciel de comptabilité, insertion dans l'annuaire téléphonique « Pages Jaunes », le tout pour un montant d'environ 2.000 euros.
- Coût de réservation de la franchise « Maison et Service » pour un montant de 1 850 euros.

CONTRAT D'APPORT EN NATURE

ENTRE LES SOUSSIGNES

▪ **Monsieur Vincent POIRIER**

Né le 7 septembre 1974 à LAVAL (53000)

De nationalité française

Demeurant 6 ter route de la Douane – 17690 ANGOULINS

Mariés avec Madame Aurélie RENOUE sous le régime de la participation aux acquêts selon contrat de mariage reçu par Maître Yann PINSON, notaire à PIPRIAC (35550, le 6 août 2001, préalablement à leur union célébrée le 17 août 2001.

Ci-après dénommé « L'apporteur »

d'une part,

ET

▪ **La société A VOTRE SERVICE**

Société à responsabilité limitée,

au capital de 10.000 euros

Siège social : 6 ter route de la Douane – 17690 ANGOULINS

Société en formation,

représentée par Vincent POIRIER et Aurélie RENOUE, agissant en qualité de fondateurs de ladite société.

Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »

d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I. DECLARATIONS

L'apporteur déclare que le bien apporté lui appartient en propre ainsi qu'il en est justifié par la production d'une copie de la carte grise établie au nom de l'apporteur.

II. APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la Société A VOTRE SERVICE sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Vincent POIRIER et Aurélie RENOUE, es-qualités, le bien ci-après désigné et évalué comme suit :

1. Bien apporté

RENAULT TRAFIC T1 100 D, 8 CV, immatriculé actuellement 5958 QZ 53

2. Evaluation

Ledit bien évalué à la somme de 5.000 euros.

L'évaluation ci-dessus a été effectuée sans le concours d'un commissaire aux apports dès lors que la valeur de chacun des apports n'excède pas 7.500 euros et que la valeur totale des apports en nature n'excède pas la moitié du capital social

III. REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 5.000 euros, il sera attribué à l'apporteur 500 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées et numérotées de 451 à 950, de la Société A VOTRE SERVICE.

IV. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur : 6 ter route de la Douane - 17690 ANGOULINS;
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

V. AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

VI. FRAIS

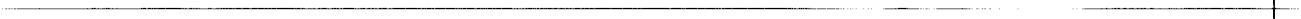
Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en 4 exemplaires.
A ANGOULINS.

Le 28 janvier 2006

Pour la société en formation
Aurélie RENOU
Vincent POIRIER

Vincent POIRIER



MANE

WALLER

LEGALE

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LA ROCHELLE

HOTEL DE LA BOURSE
14, RUE DU PALAIS BP 50365
17001 LA ROCHELLE CEDEX 1
TEL: 0 891 01 11 11
FAX: 05 46 50 55 70

RECEPISSE DE DEPOT

SELARL BANETTE GIROUDIERE

RUE des Trois Frères
Parc d'activités Jean Guiton
17000 LA ROCHELLE

V/REF :

N/REF : 2006 B 122 / 2014-A-1495

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE LA ROCHELLE certifie qu'il a reçu le 02/04/2014, les actes suivants :

Statuts mis à jour

Procès-verbal d'assemblée en date du 06/03/2014

- Changement de forme juridique - passage de SARL pluripersonnelle en SARL unipersonnelle

Acte sous seing privé en date du 27/02/2014

- apport en nature de parts sociales

Concernant la société

A VOTRE SERVICE

Société à responsabilité limitée

18 rue de la Bonette

17000 La Rochelle

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2014-A-1495 le 02/04/2014

R.C.S. LA ROCHELLE 488 684 424 (2006 B 122)

Fait à LA ROCHELLE le 02/04/2014,

LE GREFFIER



LE G A L L

WANS

WALLER

WALLER

« A VOTRE SERVICE »
Société à responsabilité limitée
Au Capital de 10 000 euros
Siège Social : LA ROCHELLE (Chte-Mme) 18 Rue de la Bonette
488 684 424 RCS LA ROCHELLE

o0o

**PROCES-VERBAL DE LA GERANCE
ATTESTATION DU GERANT**

DU 06 MARS 2014

Le soussigné,

Vincent POIRIER demeurant à ANGOULINS (17690) 4 Rue des Coquillages,

Agissant en sa qualité de gérant de la Société « A VOTRE SERVICE », Société à responsabilité limitée au Capital de 10 000 Euros, dont le siège social est à ANGOULINS (17690) 4 Rue des Coquillages, identifiée sous le numéro 488 684 424 RCS LA ROCHELLE,

Constate par les présentes :

- qu'il a été porté à la connaissance de la Société, un exemplaire original d'un acte sous seing privé en date à LA ROCHELLE du 27 Février 2014, contenant apport de MILLE (1 000) parts sociales par Monsieur Vincent POIRIER et Madame Aurélie POIRIER à la société « LA PLATERE », ladite société immatriculée au RCS de LA ROCHELLE, sous le numéro 800 791 402.

- qu'en conséquence de ce dépôt cette cession de parts sociales est devenue définitive à compter de ce jour conformément aux dispositions des statuts,

- qu'en conséquence, suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27/02/2014, l'article 9 des statuts relatant la répartition du capital entre les associés, se trouve définitivement modifié comme suit :

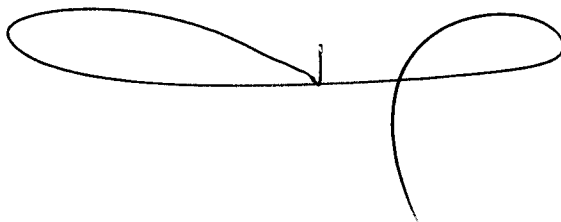
« Article 9 – capital social

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE euros (10 000 €).

Il est divisé en MILLE (1000) parts sociales de DIX euros (10 €), numérotées de 1 à 1 000.

Par suite des attributions faites lors de la constitution et les modifications survenues suite à l'apport des 1 000 parts sociales au profit de la société « LA PLATERE » SARL au capital de 624 080 euros, dont le siège social est à ANGOULINS (17690) 4 Rue des Coquillages et affectant ces attributions initiales, ces ~~neuf~~ (100) parts sont attribuées à la société « LA PLATERE », associée unique de la société ».

Vincent POIRIER

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop on the left, a vertical stroke in the middle, and a smaller loop on the right with a trailing line extending downwards.

« A VOTRE SERVICE »
 Société à Responsabilité Limitée
 Au capital de 10 000 euros
 Siège social : LA ROCHELLE (17000) 18 Rue de la Bonette
 488 684 424 RCS LA ROCHELLE

o0o

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 27 FEVRIER 2014

L'an deux mille quatorze,
 Le vingt sept février,
 Au siège social à quatorze heures,

Les associés de la société « A VOTRE SERVICE », Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 Euros divisé en 1 000 parts sociales, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation régulière de la cogérance.

Les associés suivants sont présents ou représentés à l'assemblée :

-
- * Madame Aurélie RENOU épouse POIRIER
 Demeurant à ANGOULINS (Chte-Mme) 4 Rue des Coquillages
 Propriétaire de CENT CINQUANTE parts sociales, ci.....150
 - * Monsieur Vincent POIRIER
 Demeurant à ANGOULINS (Chte-Mme) 4 Rue des Coquillages
 Propriétaire de HUIT CENT CINQUANTE parts sociales, ci850

Tous les associés étant présents ou représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer sur toutes questions à l'ordre du jour.

Monsieur Vincent POIRIER, gérant de la Société, préside la réunion.

Le Président dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- * un exemplaire des statuts,
- * le texte de la convocation adressée à chacun des associés,
- * le rapport de la gérance,
- * le texte des résolutions soumises au vote des associés.

Le Président déclare que, conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n° 78704 du 3 juillet 1978, le texte de la résolution proposée et le rapport de la gérance ont été tenus à la disposition des associés au siège social où ils ont pu en prendre connaissance ou copie.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle alors que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- * Agrément de l'apport par Monsieur Vincent POIRIER des 850 parts sociales lui appartenant dans la société.
- * Agrément de l'apport par Madame Aurélie POIRIER des 150 parts sociales lui appartenant dans la société.
- * Modification corrélative de l'article 9 des statuts.
- * Pouvoirs à conférer en vue de l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance puis la discussion est déclarée ouverte.

Après échange de vues sans débat, les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du traité d'apport par Monsieur et Madame POIRIER à la société « LA PLATERE » des 1000 parts sociales leur appartenant dans la société, et après lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer la société « LA PLATERE », Société à responsabilité limitée au capital de 624 080 Euros, dont le siège social est à ANGOULINS (Chte-Mme) 4 Rue des Coquillages, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHELLE, en qualité d'associée de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, sous réserve de la réalisation des apports de parts sociales visés dans la première résolution, décide de modifier l'article 9 des statuts comme suit :

« Article 9 – capital social

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE euros (10 000 €).

Il est divisé en MILLE (1000) parts sociales de DIX euros (10 €), numérotées de 1 à 1 000.

WP AP

Par suite des attributions faites lors de la constitution et les modifications survenues suite à l'apport des 1 000 parts sociales au profit de la société « LA PLATERE » SARL au capital de 624 080 euros, dont le siège social est à ANGOULINS (17690) 4 Rue des Coquillages et affectant ces attributions initiales, ces ~~1111~~ (1000) parts sont attribuées à la société « LA PLATERE », associée unique de la société ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir les formalités de dépôt prévues par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

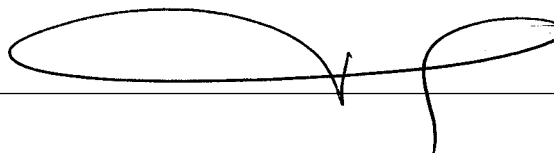
Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

Après lecture, tous les associés présents ont signé le présent procès-verbal.

Aurélie POIRIER

A stylized, cursive signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Vincent POIRIER

A stylized, cursive signature in black ink, featuring a large, open loop at the top and a long, sweeping horizontal stroke at the bottom.

WANE

WALLER

WALLER

APPORT EN NATURE DE PARTS SOCIALESLes soussignés :

1 / - Monsieur Vincent Philippe Marie POIRIER, demeurant 4 rue des Coquillages, 17 690 ANGOULINS, époux de Madame Aurélie RENOU,

Né le 7 septembre 1974 à LAVAL (Mayenne),

2 / - Madame Aurélie RENOU, demeurant 4 rue des Coquillages, 17 690 ANGOULINS, épouse de Monsieur Vincent POIRIER,

Née le 29 mars 1976 à CHOLET (Maine-et-Loire),

Les époux POIRIER-RENOU mariés sous le régime de la participation aux acquêts par suite d'un contrat reçu par notaire préalablement à leur mariage.

**Ci-après désignés :
« l'apporteur »**

A préalablement aux présentes exposé ce qui suit :

Par acte sous seing privé en date du 6 janvier 2014, les apporteurs ès qualité de futurs associés, ont désigné Monsieur Sébastien SULLAM demeurant 14 rue de Copenhague, 17 000 LA ROCHELLE, commissaire aux comptes inscrit auprès de la Cour d'appel de POITIERS, en qualité de commissaire aux apports conformément à l'article L.223-9 du Code de commerce en vue d'établir le rapport sur les apports en nature prévu par ce même article.

Le dit rapport restera annexé aux statuts de la société de même que le présent traité d'apport.

Ceci ayant été exposé, a décidé ce qui suit

L'apporteur fait apport à la Société A Responsabilité Limitée « LA PLATERE », ce qui est accepté pour cette dernière par Monsieur POIRIER et Madame RENOU en leur qualité d'associés fondateurs, des droits sociaux suivants :

I - APPORT

L'apporteur fait apport à la société « LA PLATERE » des parts sociales suivantes :

1°/ - MILLE (1 000) parts sociales intégralement libérées de la société « A VOTRE SERVICE », Société A Responsabilité Limitée au capital de 10 000 Euros, dont le siège est 18 Rue de la Bonette 17000 LA ROCHELLE, immatriculée sous le numéro 488 684 424 RCS LA ROCHELLE, lesdites parts numérotées de 1 à 1 000 représentant 100 % du capital de la dite société.

2°/ - CENT (100) parts sociales intégralement libérées de la société « PNP 17 », Société A Responsabilité Limitée au capital de 1 000 Euros, dont le siège est 18 Rue de la Bonette 17000 LA ROCHELLE, immatriculée sous le numéro 792 202 020 RCS LA ROCHELLE, lesdites parts numérotées de 1 à 100 représentant 100% du capital de la dite société ;

Etant précisé :

- que les 1 000 parts sociales de la société « A VOTRE SERVICE » sont apportées par Monsieur Vincent POIRIER à hauteur des 850 parts numérotées de 151 à 1 000, et par Madame Aurélie RENOU à hauteur des 150 parts numérotées de 1 à 150.



- que les 100 parts sociales de la société « PNP 17 » sont apportées par Monsieur Vincent POIRIER

II - VALEUR D'APPORT

1° - La valeur des MILLE (1 000) parts sociales de la société « A VOTRE SERVICE » est évaluée à SIX CENT TRENTE DEUX MILLE Euros (632 000 €).

2° - La valeur des CENT (100) parts sociales de la société « PNP 17 » est évaluée à QUARANTE CINQ MILLE Euros (45 000 €).

Soit une valeur totale des apports évaluée à SIX CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE Euros (677 000 €), se décomposant ainsi :

1° - Apports effectués par Monsieur Vincent POIRIER : CINQ CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE DEUX CENT Euros (582 200 €) ;

2° - Apports effectués par Madame Aurélie RENOU : QUATRE VINGT QUATORZE MILLE HUIT CENT Euros (94 800 €).

La valeur ainsi attribuée aux apports est conforme au rapport établi par le commissaire aux apports préalablement à la signature des présentes.

III - REMUNERATION DES BIENS APPORTES

~~En contrepartie de leurs apports en nature de parts sociales ci-dessus effectués, il est attribué~~
aux apporteurs à proportion de leurs apports :

- SOIXANTE DEUX MILLE QUATRE CENT HUIT parts de
DIX Euros (10 €) de valeur nominale de la société « LA PLATERE »,
numérotées 1 à 62 408,
Ci :62 408 parts

- et des soultes en numéraire pour un total de CINQUANTE
DEUX MILLE NEUF CENT VINGT Euros,
ci : 52 920 €

Savoir, pour chacun des apporteurs :

1° / - Attributions à Monsieur Vincent POIRIER :

- CINQUANTE DEUX MILLE NEUF CENT VINGT HUIT
parts de DIX Euros (10 €) de valeur nominale de la société « LA PLATERE »,
numérotées 1 à 52 928
Ci :52 928 parts

- et des soultes en numéraire pour un total de CINQUANTE
DEUX MILLE NEUF CENT VINGT Euros,
Ci : 52 920 €

2° / - Attributions à Madame Aurélie RENOU :

- NEUF MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT parts de
DIX Euros (10 €) de valeur nominale de la société « LA PLATERE »,
numérotées 52 929 à 62 408
Ci :9 480 parts

VP AP

IV - ORIGINE DE PROPRIETE

Chacun des apporteurs est propriétaire des parts sociales des sociétés « A VOTRE SERVICE » et « PNP 17 » pour les avoir souscrite à la constitution de chaque société ;

V - PROPRIETE - JOUISSANCE

La société « LA PLATERE » sera propriétaire des parts sociales apportées et en aura la jouissance à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Elle est subrogée à compter du même jour dans tous les droits et obligations attachées aux actions et droits apportés.

En particulier, la société « LA PLATERE » aura seule droit au bénéfice de toute distribution de dividendes qui pourrait être effectuée par la société dont les valeurs sont apportées, à compter de ladite date, et ce, sans égard à l'exercice auquel pourrait se rapporter ladite distribution.

VI - CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

L'apport de parts sociales ci-dessus effectué par l'apporteur est fait sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

VII - FORMALITES

~~- L'apporteur remet à la société « LA PLATERE », ce que les associés fondateurs~~
reconnaissent, un exemplaire à jour des statuts, un extrait du R.C.S. et les derniers comptes sociaux de chacune des sociétés dont les parts sont apportées.

- La société « LA PLATERE » fera son affaire personnelle du dépôt au siège social de l'acte d'apport de parts sociales auprès de chacune des sociétés dont les parts sociales sont apportées.

- La société « LA PLATERE » remplira dans les délais voulus les formalités de publicité que peut requérir le présent apport.

VIII - AGREMENT

Les différentes sociétés dont les parts sont apportées ont donné leur agrément au présent apport.

IX - DECLARATION

L'apporteur déclare :

- n'avoir jamais été et n'être pas en état de règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou déconfiture,

- n'être pas susceptible d'être frappés d'aucune mesure pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ses biens,

- que les valeurs mobilières apportées sont de libre disposition entre ses mains et ne sont ni données en gage ou nantissement, ni saisies, ni bloquées de quelque manière que ce soit.

X - DECLARATIONS FISCALES

L'apporteur affirme expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport des parts sociales apportées.

L'apport est effectué au profit d'une Société A Responsabilité Limitée soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux.

W AP

1) Au regard des plus-values

Il est ici déclaré que les gains nets retirés par l'apporteur à l'occasion du présent apport effectué à une société imposée à l'impôt sur les sociétés dont il exerce le contrôle, et qu'il devra déclarer au titre des plus-values en report, entrent dans le champ d'application des dispositions de l'article 150-O-B ter du Code Général des Impôts et bénéficient de plein droit d'un report d'imposition qui prend fin notamment dans l'un des cas suivants :

1° De la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres reçus en rémunération de l'apport ;

2° De la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés, si cet événement intervient dans un délai, décompté de date à date, de trois ans à compter de l'apport des titres. Toutefois, il n'est pas mis fin au report d'imposition lorsque la société bénéficiaire de l'apport cède les titres dans un délai de trois ans à compter de la date de l'apport et prend l'engagement d'investir le produit de leur cession, dans un délai de deux ans à compter de la date de la cession et à hauteur d'au moins 50 % du montant de ce produit, dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier, dans l'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une telle activité, sous la même exception, et qui a pour effet de lui en conférer le contrôle au sens du 2° du III de l'article 150-0 B ter CGI, ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou plusieurs sociétés répondant aux conditions prévues au d du 3° du 3 du I de l'article 150-0 D ter CGI et aux b et c du 2° du I de l'article 199 terdecies-0 A CGI. Le non-respect de la condition de réinvestissement met fin au report d'imposition au titre de l'année au cours de laquelle le délai de deux ans expire ;

3° De la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des parts ou droits dans les sociétés ou groupements interposés ;

~~4° Ou, si cet événement est antérieur, lorsque le contribuable transfère son domicile fiscal~~
hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis CGI.

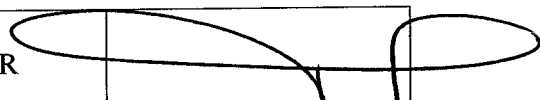
2) Au regard des droits d'enregistrement

Le présent apport est exonéré de droits d'enregistrement par application des dispositions de l'article 810 bis au CGI.

XI - FRAIS

Tous les frais afférents au présent apport sont à la charge de la société bénéficiaire de l'apport qui s'y oblige.

Fait en SIX originaux
A LA ROCHELLE
L'an deux mille quatorze
Le vingt sept février

Vincent POIRIER	
Aurélie RENOU	